

	Marché n° 34-26/05	Version 5
		Date : 05/03/2026
	REGLEMENT DE LA CONSULTATION	Page 1

**TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 4 ASCENSEURS (2 DUPLEX)
AU SIEGE DE LA CPAM DE L'HERAULT – SIS 29 COURS
GAMBETTA A MONTPELLIER**

PROCEDURE ADAPTEE

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION
N°34-26/05**

Le dépôt des candidatures et des offres se fera obligatoirement de façon dématérialisée via la plateforme PLACE: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS
06/04/2026 à 16h00


--

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR/MAITRE D'OUVRAGE

- 1.1 Nom et adresse
- 1.2 Type de Pouvoir Adjudicateur / Maître d'Ouvrage

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

- 2.1 Objet de la consultation
- 2.2 Procédure de passation
- 2.3 Décomposition de la consultation
- 2.4 Maintenance et dépannage (contrat de type étendu)
- 2.5 Durée du marché – Délais d'exécution

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

- 3.1 Conditions de participation des concurrents
- 3.2 Délai de validité des propositions
- 3.3 Modification de détail du dossier de consultation
- 3.4 Prestations similaires
- 3.5 Visite obligatoire

ARTICLE 4 – VARIANTES / PSE

ARTICLE 5 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

ARTICLE 6 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

ARTICLE 7 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

ARTICLE 8 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

ARTICLE 9 – SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

- 9.1 Candidatures
- 9.2 Offres

ARTICLE 10 – NEGOCIATION

ARTICLE 11 – SUITE A DONNER A LA CONSULTATION

ARTICLE 12 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Annexe 1 – Transmission des candidatures et offres par voie dématérialisée
- Annexe 2 – Signature électronique

	Marché n° 34-26/05	Version 5
		Date : 05/03/2026
	REGLEMENT DE LA CONSULTATION	Page 3

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR / MAITRE D'OUVRAGE

1.1 – Nom et adresse

La CPAM de l'Hérault
 29 Cours Gambetta
 34934 Montpellier Cedex 9
 Code NUTS : FRJ13
 Adresse du profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

1.2 – Type de Pouvoir Adjudicateur / Maître d'Ouvrage

La CPAM de l'Hérault est un organisme privé gérant un service public, organisme de Sécurité sociale soumis à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics passés des Organismes de Sécurité Sociale, ainsi qu'au code de la commande publique applicable depuis le 1^{er} avril 2019.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

2.1 – Objet de la consultation

Le présent marché de travaux a pour objet le remplacement de 4 ascenseurs (2 duplex) au siège de la CPAM de l'Hérault (bâtiment A), sis 29 cours Gambetta à Montpellier. Le siège de la CPAM de l'Hérault est un bâtiment de 6 niveaux (sous-sol, rez-de-chaussée et 4 étages) construit en 1973.

Les 4 appareils concernés (colonnes A et B) ont été installés en 2017 et ils ont fait l'objet :

- D'un dégât des eaux majeur en 2022 (colonne A);
- D'une série de pannes récurrentes ;
- D'une impossibilité de modernisation formulée par le prestataire de maintenance au motif de pièces non commercialisées, d'incompatibilités ;
- D'un arrêt prolongé depuis mai 2024 concernant la cabine de droite (colonne A).

Les pannes récurrentes, prolongées et souvent imprévisibles compromettent le bon fonctionnement de l'établissement, entraînant des périodes d'indisponibilité incompatibles avec les exigences ERP accueillant quotidiennement plusieurs centaines de personnes (effectif accueilli environ 500 personnes).

Au regard du contexte, du type d'établissement (ERP 5^{ème} catégorie – Type W) et des éléments précités, le remplacement complet des ascenseurs des colonnes A et B fonctionnant en duplex est nécessaire.

Les travaux seront réalisés en site occupé.

Les travaux sur les colonnes A et B sont prévus en simultané. Il sera prévu le maintien d'un ascenseur en service pour chacune des colonnes.

	Marché n° 34-26/05	Version 5
		Date : 05/03/2026
	REGLEMENT DE LA CONSULTATION	Page 4

2.2 - Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous forme d'une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité sociale et des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du code de la commande publique.

2.3 – Décomposition de la consultation

Le présent marché n'est pas alloti.

La dévolution en lots séparés serait de nature à restreindre la concurrence et risquerait de rendre techniquement plus difficile et coûteuse l'exécution et la coordination des prestations en site occupé.

NOTA : Le code CPV pour les travaux d'installation d'ascenseurs est le 45313100-5.

2.4 – Maintenance et dépannage (contrat de type étendu)

Outre les travaux de remplacement des ascenseurs, le marché comprend également une maintenance préventive et corrective (contrat d'entretien minimal et étendu) sur site des 4 équipements débutant à la date de réception des travaux d'une durée d'un an reconductible tacitement trois fois. La date d'effet des prestations de maintenance démarre à la date de réception de chaque équipement.

Le contrat d'entretien incluant toute assistance sans limite de nombre aux organismes de contrôle technique, l'abonnement GSM incluant la carte SIM multi-opérateurs et les pièces détachées ≥ 300 € HT (dont le coefficient de remplacement est fixé à 1.25 par la CPAM) sont offerts la première année (durée de garantie de parfait achèvement - GPA).

2.5 – Durée du marché – Délais d'exécution

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification et prend fin à l'achèvement de la période de garantie et de maintenance.

L'objectif est un achèvement des travaux en décembre 2026. Dans ce délai sont inclus la période de préparation et les délais d'exécution des travaux.

Le marché comprend une maintenance préventive et corrective d'une durée d'un an reconductible trois fois tacitement, sans pouvoir dépasser une durée globale de quatre ans. Cette maintenance débute à compter de la réception des travaux de chaque équipement.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 – Conditions de participation des concurrents

Le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés.

	Marché n° 34-26/05	Version 5
		Date : 05/03/2026
	REGLEMENT DE LA CONSULTATION	Page 5

Il est rappelé aux candidats qu'ils sont autorisés à se porter candidat sous la forme d'un candidat unique possédant toutes les compétences réclamées, d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Toutefois, en cas de groupement, la forme souhaitée par le maître d'ouvrage est un groupement solidaire ou un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

En cas de groupement conjoint, le candidat devra remettre un tableau de répartition des prestations entre les membres et le montant individualisé des paiements auquel aura droit chacun des membres du groupement.

Il est rappelé aux candidats que la solidarité du mandataire vis-à-vis de chaque membre du groupement sera imposée après attribution aux candidats retenus qui se seront présentés groupés de façon conjointe.

Conformément à l'article R 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise du pli contenant la candidature et l'offre et la date de signature du marché.

Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au maître de l'ouvrage l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation du maître de l'ouvrage, un ou plusieurs sous-traitants.

Un même candidat, quel que soit son statut, ne pourra candidater pour le marché à la fois en tant que candidat individuel et dans le cadre d'un groupement dont il serait membre.

Le non-respect de ces prescriptions engendrera le rejet de la totalité des candidatures concernées par cette situation.

L'offre qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Il est exigé que les phases d'essais, réglages et mises en service soient exclusivement réalisées par le titulaire des travaux (sous-traitance proscrite).

La sous-traitance de second rang est proscrite.

3.2 - Délai de validité des propositions

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des plis.

Pendant toute cette période, le candidat ne pourra se soustraire à ses engagements, l'acte d'engagement constituant une promesse unilatérale de contrat à laquelle la signature par le maître de l'ouvrage donne force de contrat et dont la notification rend l'acte exécutoire et opposable à l'opérateur cocontractant.

Au-delà du délai de validité, les candidats seront libérés de leur engagement.

	Marché n° 34-26/05	Version 5
		Date : 05/03/2026
	REGLEMENT DE LA CONSULTATION	Page 6

3.3 - Modification de détail du dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.4 – Prestations similaires

Les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires dans les conditions définies à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique. Les prestations similaires seront confiées et exécutées par le titulaire de ce présent marché dans les mêmes conditions que celles qui sont fixées dans ce marché. En outre, ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

Des marchés supplémentaires pourront être également conclus conformément à l'article R. 2194-2 du code de la commande publique.

3.5 - Visite obligatoire¹

Les candidats devront obligatoirement effectuer une visite des lieux avant la remise de leur offre. Lors de cette visite **une attestation** leur sera remise. Les candidats souhaitant soumissionner devront remettre cette attestation dans le cadre de leur offre.

A l'exception des candidats qui pourront attester avoir une parfaite connaissance du site, les candidats qui ne seront pas venus à cette visite du site verront leur offre déclarée irrégulière et donc éliminée.

Deux dates de visite sont prévues :

- Mardi 17 mars à 10h00
- Mardi 24 mars à 10h00

Les candidats sont priés de prendre contact auprès du :

- Coordonnateur de projets immobiliers de la CPAM de l'Hérault : jean-christophe.boulinet@assurance-maladie.fr (copie pierrette.marcailloz@assurance-maladie.fr)
- Et du maître d'œuvre : contact@adlift-conseil.fr

Les candidats préciseront le nom (la fonction, l'adresse mail et le téléphone portable) des personnes qui seront présentes à la visite.

Les dates fixées ci-dessous sont définitives : l'organisme ne proposera pas ultérieurement de dates supplémentaires à la demande des candidats. En revanche, l'organisme se réserve le droit de définir de nouvelles dates s'il estime nécessaire.

¹ Un soumissionnaire qui est en mesure de justifier, par un autre moyen, qu'il dispose déjà d'une connaissance approfondie du site et de ses contraintes, peut être dispensé de cette visite obligatoire sans que son offre soit considérée comme irrégulière (CAA Bordeaux, 7 juillet 2016, n°14BX02425).

	Marché n° 34-26/05	Version 5
		Date : 05/03/2026
	REGLEMENT DE LA CONSULTATION	Page 7

ARTICLE 4 - VARIANTES / PSE

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le marché ne comprend pas de prestation supplémentaire éventuelle obligatoire.

ARTICLE 5 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique pour l'ensemble du marché, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental. Celles-ci sont précisées à l'article 33 du CCAP.

ARTICLE 6 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Dossier de Consultation des Entreprises contient les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de Consultation (RC)
- L'Acte d'Engagement (AE) ou ATTR1
- Les 2 Décompositions du Prix Global et Forfaitaire (DPGF travaux et DPGF maintenance).
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Informations techniques et planche photos
 - Annexe 2 : Pièces graphiques gaines ascenseurs (colonnes A et B)
- Le Diagnostic Amiante Avant Travaux (DAAT) et le Diagnostic Plomb
- Le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT)
- Le Plan Général simplifié de Coordination (PGC) en matière de sécurité et de protection de la santé
- Le Cadre de Réponses Techniques (CRT) du candidat correspondant à l'offre technique du titulaire
- Le livret de sécurité du prestataire.

En application de l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, les candidats doivent télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans son intégralité et de répondre via le site PLACE (Plateforme des Achats de l'Etat) dont l'adresse internet est <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Afin de pouvoir bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la procédure, en particulier les éventuelles précisions ou modifications apportées au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), les candidats devront s'inscrire sur la plateforme. Pour cela, ils doivent renseigner leur nom (raison sociale...), une adresse électronique valide ainsi que le nom d'un correspondant.

Afin de pouvoir lire les documents mis à disposition par la CPAM de l'Hérault, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- ✓ Adobe[®] Acrobat[®] (.pdf)
- ✓ Word (.doc); Excel (.xls)
- ✓ Fichiers compressés au format Zip (.zip)

	Marché n° 34-26/05	Version 5
		Date : 05/03/2026
	REGLEMENT DE LA CONSULTATION	Page 8

Il est précisé que les données nominatives collectées par les différents formulaires sont destinées à la CPAM de l'Hérault. Le candidat est donc réputé avoir été informé que la CPAM de l'Hérault est responsable du traitement des données ainsi collectées. Il doit donc exercer son droit d'accès, de modification et de suppression directement auprès des services compétents de la CPAM de l'Hérault.

ARTICLE 7 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les propositions doivent être obligatoirement rédigées en langue française et exprimées en euros.

Si des documents en langue étrangère sont fournis, ceux-ci devront être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original.

Pour les entreprises et sociétés nouvellement créées, les candidats pourront fournir, comme « preuve par équivalence », tous les éléments susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens (humains, techniques, financiers) pour assurer les prestations.
Le maître d'ouvrage appréciera le caractère suffisant ou non des documents présentés.

Conformément aux dispositions des articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le maître d'ouvrage peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Par ailleurs, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Il devra, en revanche, fournir à nouveau les documents non valides à la date limite de réception des offres de la présente consultation.

Documents à produire pour la candidature (par voie électronique exclusivement)

Soit par DUME :

- **Uniquement** la partie IV – α « indication globale pour tous les critères de sélection »
 - la partie IV - B 1a) : chiffre d'affaires annuel « général » des **3** derniers exercices,
 - la partie IV - C 1b) : les prestations principales de même nature réalisées sur les **3** dernières années. Cette liste peut être complétée par l'expérience datant de plus de 3 ans,
 - la partie IV - C8) : les effectifs moyens annuels et le nombre de cadres **pendant les 3 dernières années**.

Soit par les formulaires DC1 et DC2

Afin d'optimiser la transparence d'analyse de l'ensemble des candidatures, et dans un souci d'égalité de traitement entre les soumissionnaires, il est fortement apprécié et recommandé

	Marché n° 34-26/05	Version 5
		Date : 05/03/2026
	REGLEMENT DE LA CONSULTATION	Page 9

aux postulants d'utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), **dernière mise à jour en vigueur**, pour présenter leur candidature.

Ces documents sont disponibles gratuitement à l'adresse électronique suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ils contiennent les éléments indiqués ci-dessous :

Au titre de leur capacité juridique

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11, R. 2143-3 et R. 2143-9 du code de la commande publique :

- DC1 (lettre de candidature) ;
- DC2 (déclaration du candidat) ;
- Documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat dans le cadre de la consultation ;
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en **redressement judiciaire** ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard du respect des articles L. 5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (article R. 2344-2 du code de la commande publique).

Au titre de leur capacité professionnelle, technique et financière

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article R. 2142-1 du code de la commande publique.

- Présentation d'une liste des principaux travaux effectués **au cours des trois dernières années**, indiquant le montant, la date et le lieu d'exécution des prestations ;
- Déclaration concernant le **chiffre d'affaires global** et le **chiffre d'affaires** concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des **trois derniers exercices** disponibles ;
- Déclaration indiquant les **effectifs moyens annuels** du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- **Certificats de qualifications professionnelles** ou preuve de la capacité du candidat par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de services attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ;
- **Certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques.** Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés ;

	Marché n° 34-26/05	Version 5
		Date : 05/03/2026
	REGLEMENT DE LA CONSULTATION	Page 10

- **Les attestations d'assurance professionnelle** en cours de validité prévue à l'article 26 du CCAP.

L'absence de l'un de ces documents est de nature à entraîner le rejet de la candidature.

ATTENTION

1/ Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le maître d'ouvrage. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique, même pour les sociétés d'un même groupe.

2/ Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité financière, l'un des renseignements ou documents demandés par le maître d'ouvrage, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le maître d'ouvrage.

3/ Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour ce marché.

Pour justifier les capacités professionnelles techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitants, le candidat produit les mêmes documents concernant le sous-traitant que ceux exigés des candidats par le maître d'ouvrage à l'article 7 du présent règlement de la consultation.

Pour tout candidat étranger, membre d'un autre pays de la Communauté Européenne, les certificats demandés devront correspondre aux impôts et taxes des administrations et autres organismes du pays. Les traductions certifiées correspondantes devront être fournies.

Il est précisé qu'en cas de groupement, les documents demandés à l'article 7 doivent être produits pour chacun des membres du groupement.

Documents à produire pour l'offre (par voie électronique exclusivement)

- **L'Acte d'Engagement (AE) /ATTRI1** ci-joint à compléter
- **Les deux Décompositions du Prix Global et Forfaitaire (DPGF travaux et DPGF maintenance)** à compléter. **Si les DPGF travaux et maintenance ne sont pas complétées de manière intégrale, l'offre sera déclarée incomplète, donc irrégulière.**
- **Le Cadre de Réponses Techniques du candidat (CRT)** joint au dossier de consultation dûment complété. **En cas de divergence entre les fiches techniques, le planning d'avancement hebdomadaire... que le candidat peut être amené à fournir pour compléter le cadre de réponses techniques, seules les informations figurant au CRT font foi et engagent contractuellement le candidat.**
- **Les fiches techniques de chacun des équipements**

	Marché n° 34-26/05	Version 5
		Date : 05/03/2026
	REGLEMENT DE LA CONSULTATION	Page 11

- **L'attestation de visite**
- Toutes justifications nécessaires pour expliciter l'offre
- Un RIB.

L'absence de l'un de ces documents est de nature à entraîner le rejet de l'offre.

La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer.

Afin d'éviter tout retard dans la notification, ainsi que toute démarche supplémentaire, les candidats sont invités à signer leur offre au moment du dépôt.

A défaut, ils sont informés que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué.

Lorsqu'un candidat constatera une erreur dans le dossier de consultation et estimera qu'elle mérite d'être rectifiée, même si elle ne concerne que des ouvrages ou parties d'ouvrages dont le règlement est prévu sur les éléments composant le prix forfaitaire, il présentera son offre en décomposant son prix en deux parties :

- Le montant de la première sera le résultat de l'application des quantités et des éléments du prix forfaitaire ;
- Le montant de la seconde partie sera celui des modifications que le candidat estimera devoir apporter à ce dossier en modifiant les quantités ou en y ajoutant éventuellement d'autres ouvrages et en indiquant les éléments du prix forfaitaire et les quantités correspondantes. Toute décomposition du prix forfaitaire demandée ci-avant devra comporter pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage la référence aux numéros du CCTP, la quantité à exécuter prévue par le candidat et le prix de l'unité correspondant.

En outre, dans le cas où le candidat proposerait un matériau ou matériel différent de celui prévu au CCTP, il devra obligatoirement en indiquer les références afin que le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage puissent s'assurer de l'équivalence desdits matériaux ou matériel par rapport aux prescriptions du CCTP. En cas de discordance entre les différentes indications du prix forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, l'indication en chiffres, hors TVA, figurant dans l'acte d'engagement (AE)/ATTRI1, prévaudra sur toutes les autres indications. Le montant hors TVA figurant à l'acte d'engagement/ATTRI1 lors de l'ouverture des plis, prévaudra sur toutes autres indications.

En cas de discordance entre la décomposition du prix forfaitaire et l'acte d'engagement (AE)/ATTRI1, ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes à la décomposition du prix forfaitaire, le candidat sera invité à rectifier ou à compléter cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix forfaitaire proposé dans l'Acte d'Engagement/ATTRI1.

En cas de non-acceptation des redressements demandés au candidat, son offre sera éliminée. En aucun cas, des redressements de détails de prix de la décomposition forfaitaire ne conduiront à augmenter le prix global de l'offre initiale.

Déclaration de sous-traitance au stade de l'offre

Si le candidat souhaite déclarer un sous-traitant au moment du dépôt de l'offre, le candidat fournit au Maître d'Ouvrage une déclaration (ou formulaire DC4 obtenu gratuitement sur le site internet du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) mentionnant :

- (a) la nature des prestations sous-traitées ;

	Marché n° 34-26/05	Version 5
		Date : 05/03/2026
	REGLEMENT DE LA CONSULTATION	Page 12

- (b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- (c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- (d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- (e) les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
 Cette déclaration sera annexée à l'acte d'engagement du marché.

ARTICLE 8 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Le dossier est constitué par l'envoi de fichiers informatisés reprenant les mêmes éléments que ceux énumérés à l'article 7 du présent Règlement de Consultation.

Les plis des candidats seront remis **exclusivement** sur la plate-forme de dématérialisation de la CPAM de l'Hérault - <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD ROM, clé USB : uniquement pour la procédure de sauvegarde) n'est pas autorisée.

Tout dépôt sur une plateforme de dématérialisation, sur un site internet ou sur une adresse électronique autre est nul et non avenue.

Afin de prendre en considération les aléas dans la transmission électronique, conformément aux dispositions l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, lorsqu'un pli a été transmis par voie électronique, mais n'est pas parvenue à la CPAM de l'Hérault dans le délai imparti, il sera procédé à l'ouverture de la copie de sauvegarde sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans le délai de remise des plis.

Avertissements

- ✓ Tous les fichiers seront traités préalablement par le soumissionnaire par un anti-virus régulièrement mis à jour.
- ✓ Tout fichier contenant un virus est réputé n'avoir jamais été reçu, la copie de sauvegarde (cf. supra) sera alors exploitée par la CPAM de l'Hérault.

Seule une offre par candidat est recevable. Dans le cas où plusieurs offres auraient été déposées par un même candidat, la CPAM de l'Hérault ne pourra retenir que la dernière offre reçue et devra rejeter, avant l'ouverture des plis, les offres précédemment déposées par le candidat sans les avoir ouvertes.

Lé dématérialisation s'interrompt au stade de la signature du marché :

S'il est désigné attributaire par le Maître d'ouvrage, le candidat retenu accepte la signature manuscrite du marché. La notification se fera par voie électronique, sur la plateforme « <https://www.marches-publics.gouv.fr> » : la date de notification doit être certaine puisqu'elle constitue la date d'effet du marché.

	Marché n° 34-26/05	Version 5
		Date : 05/03/2026
	REGLEMENT DE LA CONSULTATION	Page 13

ARTICLE 9 – SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

La CPAM de l'Hérault se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation pour des motifs d'intérêt général.

La CPAM de l'Hérault, en application des dispositions de l'article R. 2122-2 du code de la commande publique, se réserve la possibilité de négocier sans publicité préalable et sans mise en concurrence avec un ou plusieurs candidats :

- soit en cas d'absence de candidature ou d'offre déposées dans les délais prescrits,
- soit en cas d'offres inappropriées.

9.1 - Candidatures

Les candidatures seront appréciées et examinées au regard des capacités professionnelles, techniques et financières indiquées par les candidats.

Avant de procéder à l'analyse des candidatures, si le maître d'ouvrage constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier dans un délai identique pour tous ; ce délai ne saurait être supérieur à 10 jours.

Au regard des documents demandés, les candidats ne disposant pas des capacités techniques, financières et professionnelles suffisantes, ne verront pas leur offre analysée.

9.2 - Offres

L'offre la mieux classée, c'est-à-dire l'offre économiquement la plus avantageuse, est retenue conformément aux dispositions des articles R. 2152-6 à R. 2152-7 du code de la commande publique.

Les offres seront classées au regard de l'application des critères et sous-critères énoncés ci-dessous dans leur ordre de priorité décroissante :

Critère n°1	Valeur technique appréciée à la lecture du cadre de réponse technique (CRT):	55 %
	Décomposée de la manière suivante :	
	<i>Sous-critère n°1 :</i>	
	Choix du produit : 20% ; décomposé comme suit :	20%
	• Garanties de fabrication à l'identique des pièces et leur approvisionnement : 10% • Spécificités techniques/technologiques/économies d'énergie : 7% • Spécificités esthétiques : 3%	
	<i>Sous-critère n°2 :</i>	
	Planning prévisionnel des travaux.	15%
	<i>Sous-critère n°3 :</i>	
	Moyens humains affectés à l'exécution des travaux	10%
	<i>Sous-critère n°4 :</i>	
	Organisation et sécurité.	10%

	Marché n° 34-26/05	Version 5
		Date : 05/03/2026
	REGLEMENT DE LA CONSULTATION	Page 14

Critère n°2	Prix	40 %
	Décomposé de la manière suivante :	
	<i>Sous-critère n°1 :</i> Coût total des travaux (DPGF travaux) Coût total de la maintenance et de l'abonnement GSM sur les 4 ans (DPGF maintenance)	38% 2%

Critère n°3	Critère environnemental : Gestion, tri, évacuation, retraitement et valorisation des déchets générés lors du chantier	5 %
--------------------	---	------------

En cas de divergence entre les fiches techniques, le planning d'avancement hebdomadaire...que le candidat peut être amené à fournir pour compléter le Cadre de Réponses Techniques, seules les informations figurant au CRT font foi et engagent contractuellement le candidat.

Le classement de la proposition la plus intéressante, tel que défini lors du jugement des offres, ne pourra être modifié lors de la mise au point du marché.

ARTICLE 10 – NEGOCIATION

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de négocier avec **les candidats** ayant présenté les meilleures offres sur le montant et/ou les modalités techniques de leur offre.

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par le pouvoir adjudicateur, le maître d'ouvrage peut décider de négocier avec l'ensemble des soumissionnaires concernés. De même, la CPAM de l'Hérault se réserve la possibilité de demander, durant la négociation si elle a lieu, aux candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable, de régulariser leur offre, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Au sens de l'article L. 2152-2 du code de la commande publique, une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Au sens de l'article L. 2152-3 du code de la commande publique, une offre inacceptable est une offre dont les prix excèdent les crédits alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Les négociations auront lieu soit par écrit (courrier ou mail), soit par convocation à un entretien de négociation dans les locaux de la CPAM de l'Hérault. Un courrier/mail précisant les conditions de la négociation sera adressé aux candidats concernés.

De manière générale, les candidats sont informés que les négociations pourront porter sur:

	Marché n° 34-26/05	Version 5
		Date : 05/03/2026
	REGLEMENT DE LA CONSULTATION	Page 15

- ✓ Le prix
- ✓ La valeur technique

Toute proposition complémentaire ou modificative de l'offre de base devra être transmise soit par courriel ou courrier au pouvoir adjudicateur et ce dans le délai fixé par l'écrit invitant le candidat à améliorer son offre.

Dans le cas où le montant de l'offre serait modifié, la nouvelle proposition devra inclure un nouvel acte d'engagement.

Chaque candidat est libre de se retirer de la négociation à tout moment. Il est tenu toutefois d'informer le maître d'ouvrage.

A l'achèvement de la négociation, l'ensemble des offres modifiées ou non, sera présenté au pouvoir adjudicateur et fera l'objet d'un dernier classement. A l'issue de la négociation, les offres qui seront restées inacceptables ou irrégulières ne seront pas retenues.

Le candidat le mieux classé sera déclaré attributaire provisoire du marché.

Conformément à l'article R. 2123-5 du code de la commande publique, même si la négociation est prévue, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'attribuer ce marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

ARTICLE 11 – SUITE A DONNER A LA CONSULTATION

Par application des articles R. 2143-6 à 12 et R. 2143-16 du code de la commande publique, le marché ne pourra être attribué définitivement au candidat retenu que si celui-ci produit dans un délai de 10 jours à compter de la demande notifiée par le maître d'ouvrage :

- **Un état annuel des certificats reçus**, signé de la *Trésorerie Générale* ou **Cerfa n°3666**.
- **Une attestation de fourniture de déclarations sociales** émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois (article D8222-5 du code du travail).
- **Lorsque qu'une immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire ou lorsque la profession est réglementée**, l'un des documents suivants (*article D8222-5 du code du travail*) :
 - ✓ Un extrait K-Bis (ou N°SIRET/SIREN)
 - ✓ Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
 - ✓ Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
 - ✓ Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

	Marché n° 34-26/05	Version 5
		Date : 05/03/2026
	REGLEMENT DE LA CONSULTATION	Page 16

- **Dans le cas où** il n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le candidat individuel ou le membre du groupement doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (article *D8222-5 du code du travail*).
- La **liste nominative des salariés étrangers** employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail, conformément aux articles D8254-2, D8254-3, D8254-4, D8254-5 du code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance.
- Une **attestation d'assurances** telles que mentionnées à l'article 26 du CCAP.

En cas de non-présentation de tout ou partie des documents figurant ci-dessus, le candidat verra son offre rejetée.

En ce cas, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires pour que le marché lui soit attribué. Il sera procédé ainsi dans l'ordre de classement jusqu'à ce que l'un des candidats classés remette effectivement ces documents conformément aux articles R. 2143-6 à 12 et R. 2143-16 du code de la commande publique au profit de l'offre du candidat arrivant en 2^e position et ainsi de suite.

ARTICLE 12 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire pour l'établissement de leur dossier de candidature, les candidats devront formuler leur demande directement sur la plate-forme de dématérialisation de la CPAM de l'Hérault (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) en suivant la procédure suivante :

- ✓ Identifiez-vous sur le site.
- ✓ Cliquez sur l'intitulé correspondant à la procédure.
- ✓ Cliquez sur l'icône « questions / réponses ».
- ✓ Posez vos questions.

Pour être destinataire de l'ensemble des questions/réponses, il est indispensable d'avoir téléchargé l'intégralité du DCE à l'adresse mentionnée ci-dessus. La demande et la réponse seront consultables sur le site, par l'ensemble des candidats ayant téléchargé le DCE.

Dans tous les cas les candidats devront faire parvenir leur demande au moins 6 jours avant la date limite de remise des plis.

Afin de respecter l'égalité des candidats devant l'accès à l'information, toute demande de renseignement recevable formulée par un candidat, sous réserve que cette demande ne contienne pas d'informations qui relèveraient du secret industriel et commercial ou de la vie privée, ainsi que la réponse qui lui est transmise le sera aussi auprès des autres candidats.

	Marché n° 34-26/05	Version 5
		Date : 05/03/2026
	REGLEMENT DE LA CONSULTATION	Page 17

ANNEXE 1 - Transmission des candidatures et offres par voie dématérialisée

Avis important : le document ci-après n'est communiqué qu'à titre purement informatif. En conséquence, il n'est pas de caractère à dispenser le candidat de s'informer par ses propres moyens.

Les candidatures et offres électroniques doivent être déposées sur le site internet précité avant la date et heure limite de dépôt des offres fixées au présent règlement.

Les dossiers qui parviendront après le délai fixé par le présent règlement ne seront pas examinés.

Tout dépôt sur un autre site ou sur adresse électronique est nul et non avenue.

La transmission électronique se fait par l'envoi d'un seul dossier contenant la candidature et l'offre.

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat doit désigner la personne habilitée afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation, en particulier les éventuelles précisions.

Après la préparation des fichiers, les candidats se connectent sur la plate-forme de dématérialisation de la CPAM de l'Hérault (<https://www.marches-publics.gouv.fr>)

Ils doivent déposer les fichiers dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse consacrée à cette consultation sur la plate-forme de dématérialisation de la CPAM de l'Hérault et qui ne pourra être tenu pour responsable des dommages, troubles directs ou indirects qui pourraient résulter de l'usage lié au fonctionnement du site utilisé dans le cadre de la dématérialisation des procédures.

Afin d'optimiser la transmission électronique des offres sur le profil d'acheteur de la CPAM de l'Hérault, il est suggéré aux candidats :

- de ne pas attendre la date limite de remise des offres pour effectuer le dépôt de leur offre,
- d'envoyer, par précaution, une copie de sauvegarde de leur offre, dans les conditions définies ci-après.

Modalités de dépôt d'une réponse électronique

Les candidats se référeront au Guide Utilisateur Entreprises mis à disposition sur la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde est une copie du pli unique destinée à se substituer, en cas d'anomalie, du pli transmis par voie électronique au maître d'ouvrage.

Parallèlement à l'envoi électronique, les candidats peuvent faire parvenir à la CPAM de l'Hérault une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB...) ou bien sur support papier. Si elle est transmise sur support physique électronique, les documents figurant sur ce support /doivent être revêtus de la signature électronique (pour les documents dont la signature est obligatoire).

	Marché n° 34-26/05	Version 5
		Date : 05/03/2026
	REGLEMENT DE LA CONSULTATION	Page 18

Cette copie, est transmise sous pli scellé et par voie postale et comporte obligatoirement la mention : « **copie de sauvegarde** ».

Elle est transmise à l'adresse suivante : CPAM de l'Hérault – Service Achats/Marchés – 29 Cours Gambetta – 34934 Montpellier Cedex 9.

Ou par dépôt à CPAM de l'Hérault – Service Achats/Marchés - 29 Cours Gambetta – 34934 Montpellier Cedex 9, du lundi au vendredi de 9h00 - 12h00 et 14h00 - 16h00, sauf le mercredi.

Le pli devra comporter les mentions suivantes :

Copie de sauvegarde :

« Travaux de remplacement des 4 ascenseurs au siège de la CPAM de l'Hérault – Sis 29 cours Gambetta à Montpellier »

Candidat : Nom et adresse :

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE N° 34-26/05

NE DOIT PAS ETRE OUVERT PAR LE SERVICE COURRIER

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, cette copie de sauvegarde ne peut être prise en considération que si elle est parvenue à la CPAM de l'Hérault dans le délai prescrit pour le dépôt des offres et dans les deux cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Assistance du dépôt électronique

Les candidats disposent sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> d'une aide pour les procédures électroniques qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des offres.

Les prérequis techniques, sont disponibles sur ledit site à l'adresse suivante : https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Commun.PrerequisTechniques&calledFrom=agent#rubrique_2

De plus, pour toute demande d'assistance technique, questions ou problèmes rencontrés, les candidats peuvent effectuer une demande sur le site

<https://www.marches-publics.gouv.fr/faq/?token=3642f1d9-192a-469e-a766-9c53c9a1c584>

Accompagnement : Le service d'assistance téléphonique de PLACE (01 53 43 05 45) est à votre disposition pour vous accompagner de 09h00 à 19h00 les jours ouvrés.

Un outil d'assistance en ligne est également disponible lorsque vous avez un compte et que vous êtes connecté (en haut à droite). L'assistance en ligne permet de rechercher une réponse via une FAQ en filtrant par catégorie. Si la FAQ ne vous apporte pas une réponse complète, vous avez la possibilité de renseigner un formulaire afin de créer une demande en ligne, pré-alimentée de vos informations de connexion.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre ou contacter le service d'assistance à la « dernière minute ».

	Marché n° 34-26/05	Version 5
		Date : 05/03/2026
	REGLEMENT DE LA CONSULTATION	Page 19

Recommandations sur le format de transmission

Les éléments relatifs à la candidature et à l'offre sont présentés sous forme de fichiers distincts, dont la dénomination – ou nom de fichier – permet clairement de déterminer, pour chaque fichier, s'il est relatif à la candidature ou à l'offre du candidat.

A titre d'exemple, les fichiers peuvent être nommés de la manière suivante : "Société_candidature_NomFichier.Ext" pour un fichier relatif à la candidature de l'opérateur économique, ou "Société_offre_NomFichier.Ext", pour un fichier relatif à l'offre de l'opérateur économique.

Dans ces exemples, "Société" = nom de la société candidate (ou du mandataire du groupement) ; "NomFichier" = nom du document (ex. : "DC 1", "Annexe_Technique", etc.) ; ". Ext" = une des extensions des formats ci-dessus acceptés par la plate-forme.

Les fichiers sont transmis dans l'un des formats suivants supporté par la plateforme de dématérialisation : zip, doc, xls, pdf, dwg, dxf, ppt. Le candidat est invité à ne pas utiliser les « macros ».

Dans l'hypothèse où le candidat prévoit d'insérer dans sa transmission électronique, des documents qui ne sont pas des fichiers informatiques, il doit prévoir leur numérisation avec une définition adaptée à la fois à la lisibilité et au poids de l'image obtenue

ANNEXE 2 - Signature électronique

Conformément à la directive européenne 199/93CE, au décret n°2001-271 du 30 mars 2001 et aux articles 1316 et 1316-4 du Code civil, lorsque leur signature est requise, les documents constitutifs de la candidature ou de l'offre du candidat, transmis par voie électronique sont signés électroniquement, selon les modalités prévues à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique le candidat doit respecter les conditions relatives :

- 1) au certificat de signature du signataire,
- 2) à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

- **Pour les certificats de signature émis à compter du 01 octobre 2018**

1er cas : Certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement (UE) n°910/2014 du parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur « eIDAS »

2ème cas : Certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement « eIDAS »

	Marché n° 34-26/05	Version 5
		Date : 05/03/2026
	REGLEMENT DE LA CONSULTATION	Page 20

• **Pour les certificats de signature émis avant le 01 octobre 2018**

Les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics demeurent régis par ses dispositions jusqu'à leur expiration.

Par conséquent, les certificats de signature conforme au RGS ou équivalent émis avant le 01 octobre 2018 demeurent valables jusqu'à leur date de fin de validité. Lesdits certificats doivent respecter les exigences ci-dessous

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

1er cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- <http://references.modernisation.gouv.fr/la-trust-service-status-list-ts/>

- https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list/tl-hr.pdf

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé, l'**annexe 1 (« exigences applicables aux certificats qualifiés de signature électronique ») du règlement européen n° 910/2014 du Parlement européen et du conseil du 23 juillet 2014** sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A32014R0910>)

Justificatifs de conformité à produire

→ Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...)
- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

A défaut de signature électronique valide sur les documents constitutifs de l'offre dont la signature est requise, l'offre du candidat sera rejetée.

L'acquisition, l'installation et l'exploitation d'une signature électronique et d'un certificat d'authentification sont à la charge intégrale et exclusive du candidat.

ATTENTION : l'obtention d'un certificat peut nécessiter un certain délai qui doit être pris en compte pour remettre une offre dans les délais impartis. Aucun allongement du délai de remise des candidatures et des offres n'est autorisé pour cette raison.